

# DES EMPLOIS DURABLES, DES REVENUS SÛRS ET UNE PROTECTION SOCIALE

---

## Les gouvernements et les institutions internationales ont échoué.

L'économie mondiale n'est pas plus solide aujourd'hui qu'il y a sept ans. Le modèle actuel du capitalisme ne pourra jamais garantir des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale.

Le courage politique pour combattre le changement climatique est pratiquement inexistant malgré la dévastation croissante que provoquent les catastrophes climatiques et les hausses de températures de 4 % prévues au tournant du siècle.

Le nombre de chômeurs dans l'économie formelle constitue un problème inextricable avoisinant les 200 millions, et le chômage des jeunes prive un nombre considérable de ces derniers de la dignité du travail. Compte tenu des 40 % de travailleurs/euses contraints de se tourner vers l'économie informelle désespérante, des emplois, des emplois et encore des emplois – et un travail décent pour tous - constituent la priorité.

---

## Les inégalités sont en augmentation dans pratiquement tous les pays et la part des salaires dans la richesse n'a jamais été aussi basse. 78 % des personnes considèrent que leurs salaires ont diminué par rapport au coût de la vie ou sont stagnants (Sondage d'opinion mondial de la CSI).

---

Les personnes qui ne peuvent se le permettre financièrement sont de plus en plus privées d'accès à la santé, à l'éducation publique, aux transports et aux services publics. L'évasion fiscale est largement répandue.

Les OMD de l'ONU n'ont pas été atteints tandis que les pays se querellent au sujet des objectifs de développement durable pour l'après-2015.

Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale constituent le fondement même d'une économie juste.

Le Sondage d'opinion mondial de la CSI révèle un soutien massif à un socle de protection sociale.

Plus de 92 % des citoyens veulent que leur gouvernement garantisse un accès abordable aux soins de santé, à l'éducation et à la garde d'enfants. 96 % soutiennent des pensions de retraite décentes et 88 % sont favorables à des allocations de chômage. Les citoyens dans le monde appuient fermement la garantie par les gouvernements d'un accès abordable aux soins de santé (92 % y sont favorables) et aux allocations de chômage (88 % en faveur).

Les citoyens continuent de douter de la capacité des législations actuelles du travail à garantir une sécurité de l'emploi adéquate (63 %) et des salaires équitables (65 %).

- Les prévisions de croissance mondiale sont de 3,1% et ont été revues à la baisse par le FMI à six reprises depuis 2011.
- Le nombre de chômeurs enregistrés avoisine les 200 millions et le chômage des jeunes atteint 60 % dans certains pays.
- Le secteur informel de l'économie mondiale s'élève à 40 % et est en augmentation.
- Plus de 50 % des travailleurs/euses dans l'économie formelle ont un emploi précaire ou irrégulier.
- Les inégalités du revenu du marché ont davantage augmenté et plus rapidement qu'auparavant. L'accroissement entre 2008 et 2010 a été aussi important que durant les douze années avant la crise.
- Entre 1990 et 2009, la part des salaires a diminué en moyenne de 4,4 points de pourcentage dans 26 des 30 économies avancées.
- 1,2 milliard de personnes vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour.
- 75 % des personnes ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate.
- Les femmes constituent 50 % de la population mais seulement 30 % de la main-d'oeuvre.
- 168 millions d'enfants qui travaillent ne sont pas scolarisés.
- Les catastrophes climatiques sont en augmentation et, en l'absence d'intervention, le monde devrait connaître une hausse de températures de plus de quatre degrés.
- Un milliard de personnes ne bénéficient pas d'accès à l'eau potable et 2,6 milliards ne disposent pas de conditions sanitaires appropriées.
- Le taux de mortalité dans quelque 37 pays a augmenté au cours des trois dernières décennies.

# QUESTIONS CIBLES

## Des emplois, des emplois et encore des emplois

La CSI a appelé à un investissement de mille milliards dans les infrastructures, à un renforcement des apprentissages et à une intervention pour formaliser le travail dans l'économie informelle.

[http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/I20\\_priority\\_recommendations\\_for\\_g20\\_leaders\\_meeting\\_fr.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/I20_priority_recommendations_for_g20_leaders_meeting_fr.pdf)

La CES a enjoint l'Union européenne d'adopter un « plan de relance ».

<http://www.etuc.org/fr>

L'économie verte compte des millions d'emplois

<http://www.ituc-csi.org/croissance-de-l-emploi-vert-et?lang=fr>

et l'économie des soins compte des millions d'autres.

---

**Fred van Leeuwen, secrétaire général de l'Internationale de l'éducation: « Au total, 6,8 millions d'enseignant(e)s devraient être recruté(e)s d'ici à 2015 afin de garantir le droit à l'éducation à tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire. »**

---

## La pauvreté et les inégalités

La CSI et les organisations affiliées visent à garantir un salaire minimum vital et un socle de protection sociale comme droits fondamentaux universels.



---

**Rosa Pavanelli, secrétaire générale de la PSI: «Les forces qui s'opposent aux gens ordinaires sont impitoyables et puissantes. Elles sont destructrices. Elles ne tiennent nullement compte du bien public. Elles sont mues par leur intérêt propre et une cupidité insatiable. Les femmes, les jeunes, les travailleurs et leurs familles en paient le tribut, avec l'explosion du chômage et le recul considérable de services publics pourtant essentiels.»**

---



---

Michael Sommer, président de la DGB et de la CSI: « Nous avons besoin d'un salaire minimum. Bien que tout le monde le réclame désormais, tous ne le pensent pas réellement. »

---

La discussion en vue de l'élaboration d'une norme sur la «formalisation de l'économie informelle» en 2014 fera considérablement justice à ces millions de travailleurs/euses.

---



«Nous avons organisé des travailleurs/euses dans l'économie informelle, convaincus que nous devons être bien plus qu'une organisation syndicale; nous devons être un vaste mouvement social de travailleurs». Francisca Jiménez, CASC/République dominicaine  
La CASC a mis sur pied la Asociación Mutual de Servicios Solidarios (AMUSSOL) permettant à 7000travailleurs/eusesdel'économieinformelle – travailleurs domestiques, chauffeurs de bus indépendants, bricoleurs et coiffeurs – de cotiser aux systèmes nationaux de sécurité sociale (santé) et de pension.

---

Les Objectifs de développement durable de l'ONU pour l'après-2015 doivent comprendre le 'plein emploi et le travail décent' ainsi qu'un 'socle de protection sociale'.

<http://www.ituc-csi.org/n-oublier-personne-l-ordre-du-jour?lang=fr>

Les services publics constituent une composante essentielle du 'socle de protection sociale', fondement de la dignité de nos communautés et source considérable de 'travail décent'.

<http://www.ituc-csi.org/l-accord-sur-le-commerce-des?lang=fr>

---

La spéculation et l'évasion fiscale constituent des éléments fondamentaux de la corruption dans l'économie mondiale. Le capital des travailleurs investi dans l'économie mondiale étant estimé à 25 billions USD, nous voulons un nouveau modèle d'investissement. La campagne pour une taxe sur les transactions financières, la fin de l'évasion fiscale et l'environnement réglementaire des investissements à long terme constituent des composantes essentielles d'un nouveau modèle économique.

[http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc\\_economicoutlook\\_fr\\_final.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_economicoutlook_fr_final.pdf)

Les organisations affiliées et les FSI disposent d'études universitaires et de matériel de campagne concernant les domaines suivants de politique économique et sociale: les inégalités, les salaires minimums, les parts salariales, la protection sociale, la réglementation financière, les OMD, les objectifs pour l'après-2015, l'action climatique et bien plus encore! Veuillez nous les transmettre pour que nous les publiions sur [www.ituc.org/Congress](http://www.ituc.org/Congress).

## POINTS D'ACTION

Un avenir durable nécessite un nouveau modèle économique basé sur des recherches et des analyses de qualité. Au cœur de ce modèle se trouve notre engagement en faveur de:

### Le plein emploi

- Défendre des objectifs nationaux en matière d'emploi.
- Faire campagne pour des investissements ciblés dans l'infrastructure, l'économie verte, l'économie des soins et des apprentissages de qualité.

### La négociation collective, des salaires minimums et le socle de protection sociale

- S'organiser pour combattre toutes les atteintes à la négociation collective, notamment par les employeurs, les gouvernements, le FMI et d'autres institutions internationales.
- Assurer une solidarité à l'échelle mondiale aux syndicats luttant pour la défense et l'extension de la négociation collective.
- Appuyer les campagnes des FSI pour des accords-cadres internationaux.
- Cibler les pays et organiser les travailleurs/euses en vue de réaliser des avancées majeures en matière de salaire minimum et de protection sociale.
- Cibler les chaînes d'approvisionnement exploitant la main-d'œuvre.

### L'action climatique

- Se mobiliser à l'échelle nationale pour un accord mondial ambitieux en 2015.

### Les Objectifs de développement durable de l'ONU pour l'après-2015

- Veiller à ce que tous les gouvernements soutiennent l'incorporation du 'plein emploi et du travail décent' et de la 'protection sociale' dans les objectifs de l'ONU.

### Un nouveau modèle d'investissement

- Garantir l'investissement du capital des travailleurs dans l'économie réelle et non pas dans la spéculation.
- Faire campagne pour les droits et les normes environnementales comme conditions préalables au capital des travailleurs et aux accords commerciaux.